

CONGRÈS DES ÉLUS DE MARTINIQUE

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONGRES DES ELUS DE MARTINIQUE

A

**MESDAMES ET MESSIEURS
LES MEMBRES DU CONGRES DES ELUS
DE MARTINIQUE**

SEANCE DU LUNDI 17 OCTOBRE 2022

**POINT D'ETAPE INTERMEDIAIRE
DU GROUPE DE TRAVAIL DIAGNOSTIC
DE LA COMMISSION AD HOC
DU CONGRES DES ELUS DE MARTINIQUE :
AUDITIONS**

INTRODUCTION

Le Congrès des élus de Martinique, temps de travail et de cohésion collective pour rechercher des solutions au regard de la situation sociale, démographique, culturelle, économique fortement dégradée de notre Martinique réuni le 12 Juillet 2022, a retenu 7 thématiques autour desquelles les pistes de réflexion s'organiseraient à savoir :

- Mieux être et mieux vivre ensemble en Martinique
- Répondre à l'urgence démographique
- Résilience et gestion durable du territoire
- Affirmer l'identité et la fierté martiniquaises
- Réformer le cadre institutionnel et instituer un droit à l'initiative
- Réussir le défi de l'autonomie alimentaire
- La performance économique territoriale

Pour ce faire, une commission ad hoc chargée d'organiser, d'animer et de suivre les travaux de réflexion a été mise en place le 19 Juillet 2022. Cette dernière a défini ses modalités organisationnelles, le 26 Juillet 2022. Elle a ainsi constitué 3 groupes de travail d'une dizaine de membres, un groupe de travail « Diagnostic », un groupe de travail « Préconisations » et un groupe de travail « Nouvelles compétences et pouvoirs normatifs à négocier »

La Commission ad hoc du Congrès a également désigné les animateurs de ces différents groupes.

Lancé le 18 Août 2022, le groupe de travail DIAGNOSTIC animé par Mme Catherine CONCONNE, Conseillère à l'Assemblée comprend les membres suivants :

Jean François BEAUNOL
Francis CAROLE
Catherine CONCONNE
Annick COMIER
Gilbert COUTURIER
Yannick ETIENNE NOTTE
Didier LAGUERRE
Eugène LARCHER
Daniel MARIE-SAINTE
Patricia TELLE
Marie-Frantz TINOT

Le diagnostic s'appuiera sur :

- les différents schémas existants,
- les réunions citoyennes organisées dans les communes du territoire. Sur 16 prévues, 3 se sont déjà tenues.
- les auditions des acteurs socioéconomiques, institutionnels et de la société civile
- une plateforme numérique de consultation citoyenne sur laquelle la population peut faire des observations.

Ce point d'étape prend en compte les différents schémas existants et les auditions.

Les constats relevés dans le cadre des auditions seront énoncés dans une rubrique intitulée : « ILS ONT DIT » sur toutes les thématiques.

Par ailleurs, afin d'approfondir le diagnostic de la situation Martiniquaise, le groupe de travail « Diagnostic » a choisi de procéder aux auditions susmentionnées autour des thématiques retenues par le congrès des élus.

Ces auditions d'une durée d'une heure ont été séquencées de la façon suivante :

15 minutes : il s'est agi pour les acteurs de faire un rappel des données du secteur par :

- La présentation des chiffres
- L'inventaire de la réalité des données : budgets,
- Quelques statistiques

15 minutes : durant cette phase ils ont évoqué les difficultés de fonctionnement du secteur

10 minutes : Leur présentation s'est conclue par des suggestions de solutions

20 minutes : Durant cette phase, les membres du groupe de travail ont engagé un débat avec les personnes interviewées sous forme de questions/réponses.

Les éléments contenus dans ce dossier constituent une photographie de l'existant, reflétant les éléments plus pertinents de l'état des lieux

Il constituera une base de travail pour le groupe de travail « Préconisations ».

« Les meilleurs spécialistes des affaires martiniquaises sont les Martiniquais »

Pierre ALIKER, Février 2014

6. PERFORMANCES ECONOMIQUES TERRITORIALES

AUDITIONS :

- M. Manuel CHARLTON, *Syndicat des Activités Évènementielles (SAE)*
- Mme Josiane CAPRON, *Présidente Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie (AMPI)*
- Mme Valérie PADRA, *Association de Gestion de l'Environnement de la Formation en Martinique*
- Gael ELISABETH et Gilles DUPROS, *MY KARTEL COMM MEDIA GROUP, SOLD OUR SYSTEM*
- M. MAGIN, *Association des restaurateurs de Martinique*
- M. Charles LARCHER, *CODERUM*
- M. Bernard EDOUARD, *Président du MEDEF*
- Pascal FARDIN, *CONTACT ENTREPRISES*
- STEEVE VICTOIRE-JEAN-CLAUDE PADERNA-PADERNA-M. Bernard BOURDON, *Syndicat des gérants de stations-service*
- Philippe LECUYER, *LE CLUSTER TOURISME ZILEA*
- Mme MARECHAL et Mme JÉRÔME, *UROSAP*
- Mme Arlette PUJAR, *Directrice régionale délégation Martinique CNFPT*
- PAPALIA Michelle, *BPI*
- Jock Philippe, *CCIM*

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- « Tableau de bord des Outre-mer », *IEDOM-IEOM*, 2021.
- « Rapport annuel économique » de la Martinique, *IEDOM*, 2021
- « Le Mémento Eco de la Martinique », *CCIM*, 2021
- « Mise à jour du diagnostic territorial de la Martinique en vue de la programmation des fonds européens FEDER, FSE+, FEADER et FEAMP pour la période 2021-2027 », version n°5, *CTM*, 10 juin 2020
- « Etude sur le tissu économique des territoires ultramarins à l'aune des départements métropolitains », *Cabinet PrimeView – Independant Research*, 2020
- « Publications économiques et financières N° 717 », *IEDOM*, juillet 2022
- « Publication Besoins en main d'œuvre (BMO) 2022 », *Pôle emploi*, 2022
- « L'intelligence économique territoriale en France : de l'impulsion politique à la paralysie bureaucratique », Nicolas Moinet, Olivier Coussi, *Séminaire international sur l'intelligence économique : un enjeu majeur pour la compétitivité*, May 2014, *Alger, Algérie*.
- « Tourisme et environnement outremer », Michel Magras, *Rapport d'information N°547 du Sénat*, 2011
- « Renforcer la compétitivité des secteurs porteurs », *CCIG, Assises des Outre-mer*, 2018
- « Elaboration du STIRM 2017-2037 », *CTM*, 2018
- « Le financement bancaire de l'économie en 2018 » en Martinique, *IEDOM*, Décembre 2019
- « Le Modèle des banques aux Antilles », *IEDOM*, Janvier 2021
- « L'attractivité territoriale, élément de définition », *Milhan CHAZE, Rapport de recherche UMR des territoires*, 2017
- « Etude sur la définition d'indicateurs pour le suivi des territoires », *Ernst & Young, Rapport détaillé pour la DREAL Haute Normandie*, 201

Performances économiques territoriale

La performance économique territoriale d'un territoire peut se définir comme sa capacité à s'organiser en réseaux, en adoptant une démarche qui repose sur l'articulation et la mise en œuvre d'une politique d'intelligence économique combinant la compétitivité, l'attractivité, l'influence, la sécurité et l'équité économique, la formation, tout en anticipant les changements socioéconomiques et la gestion des connaissances qui en découlent.

L'objectif poursuivi est de construire des politiques, des savoir-faire, et des innovations qui in fine feront du territoire un centre de compétences et un élément clé de la compétitivité des entreprises qui s'y établissent et du bien-être de sa population.

Cette performance est tributaire de trois ensembles dynamiques, pour lesquelles il convient de définir les objectifs recherchés après analyse des forces et faiblesse du territoire sur ces terrains :

- Dynamiques sociodémographiques (conditions de vie, migrations, habitat, cadre de vie, accessibilité et mobilité, ...)
- Dynamiques économiques (spécialisation, dépendance, renouvellement, métiers en tension, économie agricole...)
- Dynamiques spatiales (répartition de l'occupation des sols, étalement urbain, aménagements, environnement géographique...)

L'environnement géostratégique

La Martinique bénéficie d'une position géostratégique au cœur de la Caraïbe

- Un espace Caraïbe formé de 38 pays de plus de 5,2 millions de km², soit 10 fois la superficie de l'Hexagone, représentant un marché potentiel de 250 millions d'habitants, soit environ 4 % de la population mondiale.
- Une proximité relative avec les autres pays d'Amérique du Nord et du Sud formant un marché potentiel de 1 milliard d'habitants.
- Une superficie maritime, zone économique exclusive de 47 000 km² à valoriser.

La Martinique dispose d'un niveau de revenu et de développement supérieur à la moyenne régionale

- 2^e PIB / hab le plus élevé (25 145 €) de la zone Caraïbe après Porto-Rico
- PIB 2019 = 9,1 Mds d'euros
- Indice de Développement Humain (IDH) : 0,85

L'environnement structurel

Les infrastructures sont de niveau supérieur à la moyenne régionale (2019)

- Un port aux normes internationales : 4^e port de conteneurs français (3,2 M de tonnes de marchandises) et 13^e ports pour les passagers sur 66 ports de commerce nationaux.
- Un aéroport international en phase de modernisation : 14^e aéroport français sur 120 (1,9 M de passagers).
- Un réseau routier complexe et entretenu : 954 km de routes territoriales dont 7 km d'autoroute 1200 km de voiries communales ou communautaires ; 3 déplacements/jour/ personne, dont 74% réalisés en voiture essentiellement sur l'axe Sud-Centre.
- Un CHUM au niveau d'équipement supérieur à la moyenne régionale avec une offre de soins relativement complète (27 établissements de santé et une vingtaine de spécialités couvertes) qui en fait l'un des centres de référence de la région Caraïbe.

- Un taux d'équipement et de couverture satisfaisant pour les formations de 1^{er} degré (83 collèges et lycée) et un accroissement des effectifs dans les 11 unités d'enseignement supérieur dont l'Université (2/3 des étudiants), les classes supérieures des lycées (1/4 des étudiants) et autres formations spécialisées (santé, commerce, IUT, autres...).

Le secteur financier est structuré :

- Disponibilité d'une offre de base d'instruments financiers (instrument de capital - investissement, de garantie et de prêts)
- Réseau d'une vingtaine d'établissements bancaires locaux
- Présence de délégations locales d'institutions financières nationales : Bpifrance, AFD, Banque des Territoire) proposant une gamme d'outils financiers nationaux
- L'accès à des fonds européens pour le financement des investissements et le soutien à l'emploi

Le niveau de formation est relativement élevé :

- 41.7 % de la population active est constituée de personnes diplômées de l'enseignement supérieur et/ou des personnes employées dans le domaine de la science et de la technologie
- Moins de diplômés du supérieur en Martinique qu'en France en 2018 (23,2 %), mais plus que dans les DOM
- 38,9 % des jeunes n'ont pas ou sont peu diplômés en 2018

L'usage du numérique et des nouvelles technologies s'est très largement généralisé

- 84 % des ménages ont accès à l'internet à leur domicile en 2019
- 53.1 % des locaux sont éligibles au très haut débit en 2021
- +59.7 % des services de vente à distance
- 146,8 % taux de pénétration pour les abonnements mobiles contre 116,9 % pour l'hexagone en 2020

L'environnement conjoncturel

L'économie martiniquaise renoue avec la croissance en 2021, après la crise sanitaire

- + 2.6 %, du PIB en volume contre -3.9 % en 2020
- 58,4 % des entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaire en 2022 par rapport à 2021
- 500 000 visiteurs prévus pour 2022 contre 330 368 touristes en 2021
- + 403 % de fréquentation pour la plaisance
- Prévisions pour le second semestre 2022 : + 34.8 % des capacités aériennes de transport
- + 740 millions d'euros d'épargne supplémentaire épargnés par les ménages martiniquais

L'indice du climat des affaires (ICA) est très élevé en dépit d'un contexte épidémique particulièrement dégradé, se traduisant notamment par une recrudescence des embauches

- Au 1^{er} trimestre 2022 l'ICA s'élève à 112.4 (+8.9 points)
- + 14.4 % d'intentions d'embauche des employeurs en 2022 par rapport à 2021
- Soit 15 588 recrutements potentiels en 2022

L'amélioration du marché du travail se poursuit après la crise sanitaire

- Taux de chômage le plus faible des DOM (12.8 % en 2021)
- + 30.7 % d'offres collectées par Pole emploi en 2021

La consommation des ménages (ménages + administration) demeure le principal moteur de l'économie martiniquaise

- 99 % du PIB en 2020
- + 19,6 % des importations de biens d'investissement au 1^{er} trimestre 2022
- + 14,9 % d'augmentation des recettes de TVA au 1^{er} trimestre 2022

Des handicaps naturels et structurels à surmonter

Le territoire est dit « Déclinant » au vu du dépeuplement de la population, de la baisse de la population active et du doublement des + 60 ans

- Poursuite du dépeuplement : 350 400 habitants au 1 janvier 2022 contre 361 117 en 2019
- La part des + 65 ans devrait plus que doubler entre 2005 et 2030 passant de 17 à 36% ; en 2050 nous serons le territoire « le plus vieux » de France
- Une population active estimée à 140 750 personnes (de 15 ans ou plus) en 2021, contre 153 600 en 2019
- Un déficit de formation avec 39% de non diplômés

La Martinique souffre de contraintes naturelles structurelles

- Eloignement de l'Hexagone et des centres d'approvisionnement (près de 7 000 km) qui renchérissent des frais de transport de personnes et de marchandises.
- Etroitesse du territoire et topographie : 1.128 km², 324 hab/km² en 2019 (contre 106 en France), limites à l'extension de l'agriculture locale, manque d'économies d'échelles

La balance commerciale est structurellement déficitaire et orientée vers la France (*poids des importations vs les exportations*)

Entre 2006 à 2019 :

- Solde commercial : entre 25 et 30% - niveau 2019 : - 2,3 M€
- Poids des importations dans le PIB : entre 29 et 35% - niveau 2019 : 2,7 M€
- Poids des exportations dans le PIB : entre 4 et 7% - niveau 2019 : 0,376 M€

En 2021 :

- Niveau et provenance des importations : 1,7 Mds € entre l'Hexagone (73,4%), l'UE (13, 1%), Asie (5,4%), AmNord (2,6%), Caraïbe (1,8%), RDM (3 ,7%)
- Niveau et destination des exportations (hors produits pétroliers) : 226,7 M€ vers l'Hexagone et autres DFA (73,3%), Guadeloupe et Guyane (18,3%), UE (2,4%), Asie (2,2%), Caraïbe (1,5%), AmNord (1,4%), RDM (0,9%)

Des inégalités sociales qui freinent le développement économique

- L'écart entre le PIB/hab national (39 193€) et le PIB/hab (25 145 €) de la Martinique diminue, mais reste important
- Le rapport entre les 10% les plus riches et les 10% les plus modestes est de 4,1 contre 3,4 au national
- Seuls 36% des 236 289 foyers fiscaux sont imposés
- Environ 30% des habitants vivent en deça du seuil de pauvreté
- Le niveau des prix est en moyenne 12% plus élevé en Martinique qu'au national, mais atteint 48% en moyenne sur l'alimentaire, taux le plus élevé des territoires d'outre-mer. La multiplicité

des opérateurs intervenant dans la chaîne de formation des prix (en moyenne 15 contre 5 au national) génère des surcoûts non compensés

- La persistance des inégalités de revenu conduit à un effet ciseau : les offreurs privilégient le segment permettant des marges supérieures d'où une « vie chère » perçue comme une injustice sociale

L'environnement des entreprises

Le tissu économique se caractérise par de petites unités, faiblement compétitives et fragiles financièrement, principalement orientées vers le tertiaire

- 96.3 % des 48 647 entreprises martiniquaises sont des TPE comptant moins de 10 salariés (2019) avec une surreprésentation des entreprises sans salarié, soit près de 80%. A contrario les 10 plus grosses entreprises représentent 39% du CA, 28% des effectifs et 45% des dépenses d'investissement
- Le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) représente 86.6 % de la richesse produite en 2019 et emploi 75,3 % des salariés, quand 1/3 de la population active travaille dans la fonction publique (40 200 agents)
- Les niveaux de fonds propres des PME oscillent autour de 30% quand ils sont de 43% en France
- Les besoins en fond de roulement d'exploitation (BFRE) est significativement élevé 41 jours en moyen contre 28 jours au national du fait de l'ultra-périphicité
- Le secteur informel pourrait représenter entre 19 et 20%

Le délai global de paiement (DGP) y est supérieur à la règle et à l'ensemble des DOM

- 2014-2019 : le DGP des collectivités de Martinique varie entre 86 et 115 jours contre 28 jours en moyenne en France et 60 jours dans l'ensemble des DOM
- Les délais clients sont d'environ 60 jours et fournisseurs de 70 jours
- Ces données impactent les prix, les entreprises ayant tendance à intégrer ce coût induit.

Les conditions de financement de l'économie ne sont pas toujours adaptées aux réalités locales

- Le réseau bancaire se rétrécit et est dominé par 3 établissements principaux totalisant 55,6% des dépôts et 44,5% des crédits en 2018
- Les taux de crédits de trésorerie sont presque deux fois plus élevés (2,75% contre 1,66% en juillet 2019), les taux de découvert près de 3 fois plus élevés (6,14 %contre 2,17%) et la durée des prêts de trésorerie plus courte (17 mois contre 28 mois), entraînant souvent un ajustement par les dettes fiscales. Le manque de souplesse dans le financement bancaire, voire public a été souligné au cours des auditions
- Les outils financiers des institutions financières nationales ne sont pas toujours d'accès aisé, voire adapté à un tissu économique local atomisé

La saturation du réseau routier pénalise l'activité économique du territoire

- Le niveau de saturation routier atteint 136,0 % entre l'échangeur de Dillon et le canal du Lamentin, 110,0 % entre l'aéroport et l'échangeur de Ducos (RN5) et 99,0 % entre Mahault et le giratoire de Mangot-Vulcin
- 83,5 % des actifs se rendent au travail en voiture, contre 73,7 % pour la France (hors Mayotte)
- 74,6 % des déplacements se font en véhicule

Le chômage est structurellement élevé et touche principalement les jeunes et les femmes, mais paradoxalement les difficultés de recrutement s'amplifient sur le territoire en 2022 :

- 12.8 % en 2021 contre 7.7 % au niveau de l'hexagone
- 31 % des jeunes de 15 ans à 29 ans sont au chômage en 2021
- 46,8 % des projets de recrutement seraient concernés par des difficultés en 2022 contre 44 % en 2021 (84.9 % pour les agents de sécurité et de surveillance et 64.4 % pour les agriculteurs salariés)
- 500 à 1000 emplois non pourvus dans le domaine de la restauration, faute de perte d'attrait du secteur
- Besoin de 1420 emplois supplémentaires entre 2020 et 2030 dans le domaine de la silver economy

L'activité économique reprend dans un contexte de récession, mais d'une façon non homogène selon les secteurs

- + 4,2 % l'indice des prix à la consommation (IPC) en glissement annuel
- - 16 % de chiffres d'affaires pour les arts spectacles et les activités récréatives en 2021
- - 254 postes sur un an dans le secteur de la construction

L'économie sociale et solidaire est encore balbutiante et fortement orientée vers le social et la solidarité au détriment de son aspect « économique » (2015, chiffres les plus récents obtenus)

- 1175 établissements qui emploient plus de 12 000 salariés (soit 10,5% des emplois), mais 9950 ETP. Couvre essentiellement l'action sociale (53 %), les arts et spectacles (49,4%) et les activités financières et d'assurance (39,8%). Le soutien aux entreprises pèse à peine (5,5%) 35% des effectifs ont plus de 50 ans
- Essentiellement des associations (1009) et des coopératives (122).
- Seuls 64 établissements sont des SIAE (Structure de l'Insertion par l'Activité Economique), pour 3 508 salariés en 2020
- Absence d'une Chambre représentative des acteurs de l'ESS depuis la disparition de la CRESS en 2017

ILS ONT DIT !



- « Les dispositifs d'accompagnement peuvent varier d'une année sur l'autre et pénalisent les investissements de moyen-long terme.
- Manque de vulgarisation relatif aux dispositifs fiscaux et les leviers concurrentiels qu'ils peuvent constituer.
- Inadéquation de la cartographie et de l'offre de formations au regard des besoins réels des entreprises et faible capacité d'anticipation des besoins à venir.
- Manque de données centralisées sur la cartographie du foncier et de l'immobilier à vocation économique disponible.
- Manque de visibilité sur les axes stratégiques clairs retenus comme levier du développement et les moyens proportionnés mis en œuvre pour les soutenir, en dépit de secteurs à potentiel régulièrement identifiés.
- De manière générale, les services publics sont perçus comme moins efficaces qu'attendu dans une perspective de service au public (délais ou absences de réponses, délais de traitement des dossiers, délais de paiement ; faible visibilité des dispositifs disponibles et de l'éligibilité à ces dispositifs pour une majorité du tissu économique) ».

La Martinique dispose d'un potentiel touristique naturel, mais sous exploité

- Passage de 600 000 touristes en 2011 à plus d'un million en 2019, générant 490,2 million d'euros de recettes directes
- Estimation pour 2022 : 500 000 visiteurs prévus contre 330 368 touristes en 2021
- Contribution à 9% du PIB contre 14% en moyenne dans les pays de la Caraïbe
- La plaisance martiniquaise ne capte que 10 à 15 % du marché caribéen. Sur 100 000 bateaux seuls 15 000 en moyenne font escale en Martinique
- Poursuite de la chute de la fréquentation touristique toutes catégories confondues en 2021 dans le contexte de crise : - 41%

La Martinique est un territoire connecté, mais en retard en matière de très haut débit, digitalisation des entreprises et développement des usages numériques :

- 53.1 % des locaux sont éligibles au très haut débit en 2021, contre 99 % pour la France entière
- Seuls 24.3 % des locaux sont éligibles au débit de 1 Gbit au plus, contre 69,1 % pour l'hexagone
- 3 entreprises sur 10 ne sont pas connectées (non équipés de terminaux informatiques fixes ou mobiles)
- 40 % de la population n'est pas complètement autonome dans ses usages numériques

Document de travail

Ce qu'il faut retenir !

- Le PIB de la Martinique est le deuxième de la zone Caraïbe
- Les équipements structurants sont de niveau supérieur à la moyenne régionale
- Le niveau de formation est relativement élevé
- L'usage du numérique et des nouvelles technologies s'est très largement généralisé
- Le territoire est néanmoins en retard en matière de très haut débit, digitalisation des entreprises et d'usages numériques
- L'économie martiniquaise renoue avec la croissance en 2021, mais pas de façon homogène (secteurs)
- Amélioration du marché du travail et recrudescence des embauches
- La Consommation des ménages principal moteur de l'économie martiniquaise
- Territoire dit « Déclinant » (dépeuplement de la population, baisse de la population active)
- La balance commerciale est structurellement déficitaire et orientée vers la France
- Les inégalités sociales freinent le développement économique
- Un tissu économique caractérisé par de petites unités, peu compétitives, fragiles financièrement, et principalement orientées vers le tertiaire
- Des conditions de financement de l'économie peu adaptées aux réalités locales
- La saturation du réseau routier pénalise l'activité économique du territoire
- Un chômage structurellement élevé alors que les difficultés de recrutement s'amplifient
- L'économie sociale et solidaire est encore balbutiante et fortement orientée vers le social et la solidarité au détriment de son aspect « économique »
- La Martinique dispose d'un potentiel touristique naturel, mais sous exploité